



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur

Service d'Appui au Pilotage Régional
Unité Budget Comptabilité Commande Publique
Affaire suivie par : M. Castanier
Mail : marchespublics.dreal-paca@developpement-
durable.gouv.fr

Le représentant du pouvoir
adjudicateur

A

L'ensemble des opérateurs
économiques

DCE n° : DREALPACA-25-005

Objet du marché : POLMAR 3 (POLLution MARine) -
Prestations de nettoyage, de gestion des déchets et
de coordination de chantiers

Objet : Précisions relatives au dossier de consultation cité en référence

Madame, Monsieur,

Concernant le dossier de consultation relatif au projet de marché cité en objet, la question suivante m'a été posée :

Question n°2 :

Bonjour,

Dans le cadre du présent Appel d'Offres, le règlement de la consultation précise que le soumissionnaire des lots 1,2 3 et/ou des lots 4,5,6 devra être différent du soumissionnaire des lots 7 à 15. Dans ce contexte réglementaire, est-il possible de soumissionner à ces différents lots via plusieurs filiales d'un même Groupe considérant que chaque filiale répond à des lots différents ?

Concernant les lots 7 à 15, au vu des volumes de déchets susceptibles d'être générés suite à une pollution marine sur le littoral et au vu de la nature des produits/déchets dangereux à traiter, confirmez-vous le montant maximal affiché dans le RC pour chacun de ces lots ?

Merci de votre diligence en retour.

Cordialement,

Après examen par mes services, la réponse suivante peut être apportée :

36, Boulevard des Dames - 13002 Marseille - Tél. : 04 88 22 61 00

Adresse postale : 16, rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 3

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr>

Réponse :

Les filiales d'un même groupe peuvent soumissionner à des lots différents (lots 1 à 6 vs lots 7 à 15), à condition qu'elles soient des entités juridiques distinctes et qu'elles démontrent une autonomie réelle dans leur fonctionnement, leur organisation et leurs moyens. Cette autonomie doit être clairement établie dans les documents de candidature (formulaires DC1/DC2 ou DUME), notamment par la présentation de bilans séparés, d'organes de direction indépendants et de ressources propres. Les filiales devront également prouver qu'elles ne partagent pas de moyens humains, techniques ou décisionnels de manière significative, et qu'elles ne sont pas placées sous une dépendance économique ou opérationnelle l'une de l'autre. À défaut, leurs candidatures pourraient être considérées comme émanant d'un seul et même soumissionnaire, ce qui entraînerait leur rejet pour non-respect des règles d'allotissement définies à l'article 4.2 du RC.

Nous vous confirmons que le montant maximal indiqué dans le règlement de la consultation pour chacun des lots 7 à 15 constitue bien le plafond applicable au marché concerné. Ce montant a été calibré au regard des besoins estimés et des contraintes budgétaires associées à la procédure. Par ailleurs, comme précisé à l'article 1.3.8 du CCAP, et en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur pourra, si les circonstances l'exigent, négocier sans publicité ni mise en concurrence un marché de prestations similaires avec le titulaire. Cette faculté vise à garantir la continuité de l'intervention en cas de volumes ou de besoins exceptionnels.

Je vous rappelle que la date limite de remise des offres est fixée au **18/11/2025 à 15h00**.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

**L'Unité Budget, Comptabilité et Commande
publique**